

LE TEMPS

BERNE ABONNÉ

Entre gauche et droite, le gouvernement bernois balance

Les électeurs bernois se rendront aux urnes le 27 mars pour élire leurs autorités. Si les bourgeois se sont alliés pour tenter de conserver leur majorité au gouvernement, le camp rose-vert en a fait de même pour la renverser



Le gouvernement bernois, le 25 mars 2018. — © KEYSTONE/Anthony Anex



Alexandre Steiner

Publié dimanche 23 janvier 2022 à 16:50
Modifié dimanche 23 janvier 2022 à 16:50

Le 27 mars, les Bernois renouvelleront leurs autorités. Et réattribueront le siège de Béatrice Simon au gouvernement. Elue en 2010 sous les couleurs du PBD bernois – devenu Le Centre après sa fusion avec le PDC l'an dernier – la directrice des Finances rangera sa calculatrice au terme de son troisième mandat. Les six autres sortants se représentent. A droite, les agrariens Pierre Alain Schnegg et Christoph Neuhaus, ainsi que le PLR Philippe Müller. A gauche, les socialistes Evi Allemann et Christoph Ammann, de même que la Verte Christine Häsler.

Le principal enjeu de cette élection gouvernementale, pour laquelle les listes devront être déposées avant midi ce lundi, sera de savoir si le camp bourgeois conservera sa majorité au Conseil exécutif (gouvernement) obtenue à 20 reprises au cours des cent dernières années. Ou si, au contraire, la gauche parviendra à réaliser une cinquième percée, après ses réussites de 1986, 2006, 2010 et 2014. Elle avait déchanté en 2016, lorsque l'UDC Pierre Alain Schnegg avait ravi au PS le siège réservé au Jura bernois lors d'une élection complémentaire.

Lire aussi notre interview de Pierre Alain Schnegg: [«il faut avoir le courage de simplifier le système de santé»](#)

Pour atteindre leur objectif, les deux blocs ont formé des alliances. En plus de leurs sortants, ils présentent chacun une nouvelle candidature. Les bourgeois (Le Centre, PLR, UDC, UDF) misent sur la vice-présidente du Centre bernois Astrid Bärtschi. Peu connue du grand public, l'ancienne secrétaire générale du PBD Suisse gère désormais la communication du Centre national, et préside cette année le législatif de sa commune, Ostermundigen. Le camp rose-vert (PS, les Vert-e-s) a, lui, choisi le maire de Bienna Erich Fehr, souvent présenté comme un socialiste de droite. Elu à la tête de la ville bilingue en 2011, il bénéficie d'une plus grande notoriété et d'une longue expérience dans un exécutif.

Erich Fehr, le Suisse alémanique pro-francophone

Pour la Berne francophone, l'un des dossiers majeurs de la législature à venir sera le changement d'appartenance cantonale de Moutier, au plus tard en 2026. Berne et le Jura devront s'entendre sur un concordat intercantonal qui donnera sans doute lieu à d'après négociations. Dans ce contexte, le maire de Bienna ne constituerait-il pas un atout supplémentaire dans la manche du gouvernement bernois? «Non, Pierre Alain Schnegg est l'homme de la situation», assène le président de l'UDC bernoise Manfred Bühler.

Lire également: [Le Jura entame le délicat transfert de Moutier](#)

A l'opposé, le vice-président du PS bernois Hervé Gullotti considère qu'Erich Fehr apporterait un renfort important dans ces négociations, mais pas seulement: «Ce qui m'inquiète surtout avec le départ de Moutier, c'est que les sièges du Grand Conseil garantis à la députation francophone pourraient être remis en question [12 pour le Jura bernois, quatre pour l'arrondissement de Bienne et Evillard, ndlr]. Avoir deux conseillers d'Etat sensibles aux intérêts de notre région ne pourrait être que positif.»

Pour parvenir à ses fins, le camp rose-vert a d'ailleurs renoncé à présenter un candidat pour le siège réservé au Jura bernois, offrant ainsi une voie royale à l'UDC Pierre Alain Schnegg pour sa réélection. Un sacrifice nécessaire pour espérer récupérer le siège de Béatrice Simon? «On peut l'appeler comme on veut, répond Hervé Gullotti. En tant que directeur de la Santé, des Affaires sociales et de l'Intégration, Pierre Alain Schnegg a mené la lutte contre la pandémie de manière tout à fait efficiente. Il est aujourd'hui l'homme fort du gouvernement. Ce n'était pas un bon moment pour le combattre.»

Un boulevard pour Schnegg

Un avis que ne partage pas le Parti socialiste autonome (PSA), d'obédience pro-jurassienne et uniquement actif dans le Jura bernois. Pour ne pas offrir une élection tacite à Pierre Alain Schnegg, il a lancé en octobre dernier son propre candidat, le député Peter Gasser. Ce dernier n'a aucune chance d'être élu, sauf surprise magistrale. Mais «cette candidature envoie le signal d'une gauche divisée», selon la présidente cantonale des Vert-e-s Natalie Imboden.

Le nouveau mouvement jurassien bernois «Ensemble socialiste», émanation du PSA et soutien de Peter Gasser, estime au contraire qu'elle renforce le camp rose-vert en mobilisant un électorat qui se serait désintéressé de ces élections. «Nous sommes complémentaires et appelons simplement nos électeurs à inscrire cinq noms sur leur bulletin au lieu de quatre», indique sa porte-parole Maurane Riesen.

Lire encore: [Autour de Moutier, reportages dans les communes emblématiques de la Question jurassienne](#)

Astrid Bärtschi, l'inconnue donnée favorite

Malgré son manque de notoriété, Astrid Bärtschi fait figure de favorite, analyse pour *Le Temps* le directeur de l'Institut des sciences politiques de l'Université de Berne, Adrian Vatter. «Les Bernois votent traditionnellement à droite, et le ticket bourgeois se présente jusqu'à présent de manière très unie. De plus, elle est la seule femme candidate de cette alliance, ce qui pourrait aussi convaincre des électrices indécises du centre gauche. Je pense qu'elle parviendra à être élue.»

Le politologue émet toutefois une réserve: «Si elle ne réussit pas au premier tour et que ses trois colistiers reprennent leur siège, la suite de l'élection pourrait être passionnante. L'expérience montre que la mobilisation bourgeoise est généralement faible au second tour.» Dans le canton de Berne, un tel scénario ne s'est toutefois plus produit depuis 1986 [hors élections complémentaires, ndlr].

Le fait que le PS dispose déjà de deux sièges au gouvernement pourrait également constituer un écueil pour le camp rose-vert. Si Erich Fehr est élu, le deuxième parti bernois détiendrait 43% des voix au gouvernement. A titre de comparaison, il occupe actuellement 24% des sièges du Grand Conseil, contre 29% pour l'UDC, 12,5% pour le PLR et respectivement 9% pour Le Centre et les Vert-e-s. «Le Centre a droit à un siège», observe le président de l'UDC bernoise.

Résumer les enjeux de cette élection au duel Bärtschi-Fehr serait toutefois aller trop vite en besogne, selon Natalie Imboden: «S'ils bénéficient de la prime aux sortants, les actuels conseillers d'Etat doivent aussi défendre leurs places.» «Rien n'est jamais gagné d'avance», conclut Manfred Bühler.